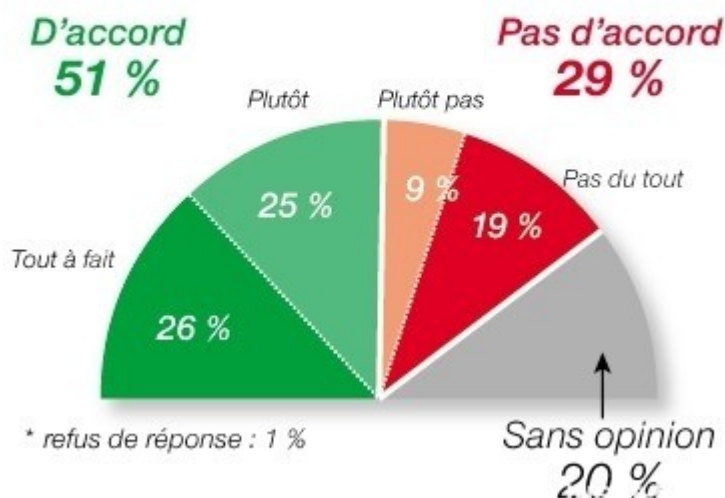


Êtes-vous d'accord avec le fait que Nantes et la Loire-Atlantique devraient être rattachées administrativement à la Région Bretagne ?



51 % des habitants de la Bretagne administrative sont pour, révèle un sondage réalisé à la demande du CNRS.

L'Europe est aussi celle des Régions. La Fondation européenne pour la Science a mené, dans quinze régions de la Communauté, une grande enquête sur le thème de la « Citoyenneté régionale ».

Dans le cadre de cette étude universitaire, trois Régions françaises, l'Ile-de-France, l'Alsace et la Bretagne (administrative) ont été passées au crible des scientifiques. Trois Régions au cœur de l'actuel débat français sur la réforme des territoires.

En France, c'est au CNRS qu'a été confié le chantier. Plus précisément au laboratoire Crape (Centre de recherches sur l'action politique en Europe) dirigé par Romain Pasquier, professeur de sciences politiques à Rennes.

Pour mener à bien cette étude, le labo de « Sciences po » s'est appuyé sur une enquête d'opinion réalisée auprès d'un échantillon de 900 personnes dans les quatre départements de la Bretagne administrative. Le cadre de l'étude étant régional, la Loire-Atlantique n'a pas été sondée. L'ensemble du sondage comportait cinquante questions ayant trait à la perception de l'institution régionale par la population, à l'efficacité des politiques régionales, etc.

« **Compte tenu de l'actualité, nous avons voulu y inclure une question sur la réunification de la Bretagne** » explique Romain Pasquier. La même initiative a été prise pour l'Alsace, où la fusion du Haut-Rhin et du Bas-Rhin est envisagée.

L'enquête Ifop-Ouest-France publiée le 7 mars posait aux sondés plusieurs questions et autorisait donc des réponses multiples. Le choix fait par l'équipe du CNRS était celui d'une question unique, prenant cependant en compte le niveau d'adhésion des sondés à la proposition (d'accord, pas d'accord, etc.). Le sondage CNRS-CSA prenait aussi en compte les « sans opinion », une option non ouverte par l'Ifop.

À questions différentes, réponses différentes donc... Le débat sur l'état réel de l'opinion bretonne face à la question de la réunification est loin d'être clos.

Des disparités selon les départements

Avec 51 % d'opinions favorables, le « parti » de la Bretagne à cinq départements arrive largement en tête, franchissant même la barre symbolique d'une majorité absolue. Les « Tout

à fait d'accord » et les « Plutôt d'accord » se partagent équitablement.

En revanche, ceux qui rejettent la réunification (29 %) le font de manière beaucoup plus tranchée. 19 % d'entre eux y sont très hostiles. Les « Sans opinion » représentent un sondé sur cinq. « **Normal. Nous sommes sur des questions institutionnelles assez complexes** », note Romain Pasquier. Le politologue voit aussi, dans ce nombre d'indécis, « **la nécessité d'ouvrir un grand débat explicatif et contradictoire** ».

L'analyse par départements révèle des disparités assez sensibles d'un bout à l'autre de la Bretagne. Les plus unionistes sont les Morbihanais, suivis des Finistériens. Pas illogique pour Romain Pasquier : « **Le Morbihan a une proximité et une connivence économique forte avec la Loire-Atlantique, des migrations importantes pour le travail, pour prendre l'avion** ». L'Ille-et-Vilaine est la moins enthousiaste... La concurrence potentielle entre Rennes et Nantes n'y est pas étrangère.

Des clivages générationnels

La courbe est quasi linéaire. Plus les Bretons sont jeunes, moins ils adhèrent à l'idée de réunification. C'est à partir de 40 ans que la tendance s'inverse. « **Les jeunes sont moins intéressés par les débats institutionnels, plus circonspects** », constate le chercheur. On peut aussi penser que l'histoire de la Bretagne leur est plus éloignée. Le sondage révèle également un grand contraste selon les sexes. 57 % des hommes voient Nantes en Bretagne. Seulement 45 % des femmes. Pas surprenant aux yeux de Romain Pasquier : « **L'intérêt des hommes pour la chose politique est toujours plus fort. Les femmes recherchant davantage la stabilité peuvent voir dans ce dossier une source de confrontation, de conflit, qu'elles n'aiment pas** ».

Des familles politiques

Globalement, les sondés se réclamant du centre droit comme du centre gauche sont les plus réunificateurs. Romain Pasquier y voit la marque, des courants traditionnels bretons « **démocrate-chrétien et social-démocrate de Bruno Joncour et Jean-Yves Le Drian** », décentralisateurs et favorables à l'idée régionale. Il impute le relatif retrait de la catégorie « gauche » à l'existence « **d'un noyau plus jacobin que représentent Bernard Poignant ou Claudy Lebreton** ».

Jean-Laurent BRAS.